

Intervention parlementaire

N° de l'intervention: 273-2018
Type d'intervention: Interpellation
Motion ayant valeur de directive: ☐
N° d'affaire: 2018.RRGR.733

Déposée le: 28.11.2018

Motion de groupe: Non
Motion de commission: Non
Déposée par: Marti (Bern, PS) (porte-parole)

Cosignataires: 0

Urgence demandée: Non
Urgence accordée:

N° d'ACE: du
Direction: Direction des finances
Classification: –



Publication des résultats des appels d'offres publics

Une analyse de la plateforme d'appels d'offres en ligne SIMAP montre qu'entre 2008 et 2017, le canton de Berne a annoncé publiquement l'issue de 19 pour cent des appels d'offres seulement.¹

La transparence est importante si le canton veut appliquer des règles claires et équitables dans les adjudications et renforcer la confiance dans ces décisions.

Comme le montrent les statistiques rassemblées dans le tableau ci-après, d'autres cantons atteignent des pourcentages bien plus élevés, comme par exemple : Bâle-Ville (93 %), Zurich (79 %), Bâle-Campagne (70 %) ou Vaud (64 %).

¹ Analyse de Matthias Stürmer, directeur du centre de recherche spécialisé dans le numérique durable, Université de Berne

Canton	Nombre d'appels d'offres sur SIMAP (2008-juin 2017)	Pourcentage d'appels d'offres dont l'issue a été publiée sur SIMAP
Bâle-Ville	1536	93%
Zurich	2132	79%
Bâle-Campagne	509	70%
Vaud	789	64%
Thurgovie	148	59%
Appenzell RI	45	56%
Genève	1438	44%
Neuchâtel	187	40%
Zoug	238	39%
Jura	117	38%
Schwyz	247	36%
Saint-Gall	573	33%
Argovie	534	28%
Obwald	129	26%
Nidwald	50	20%
Berne	1101	19%
Fribourg	236	19%
Valais	297	12%
Glaris	46	11%
Schaffhouse	9	11%
Lucerne	193	10%
Soleure	183	10%
Appenzell RE	104	8%
Uri	55	4%
Grisons	1924	3%
Tessin	200	1%

Source : centre de recherche spécialisé dans le numérique durable

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelles règles régissent, dans le canton de Berne, la publication sur la plateforme SIMAP des décisions d'adjudication rendues ?
2. Que pense le Conseil-exécutif du fait que seul le résultat de 19 pour cent des appels d'offres ait été annoncé ? Comment expliquer un tel pourcentage ?
3. Le Conseil-exécutif est-il prêt à rendre plus transparentes les adjudications ?
4. Quelles mesures prévoit-il de prendre ?

Destinataire

- Grand Conseil